

La revue de presse hebdomadaire de la DIPAC

Période du 3 au 7 février 2020

L'ACTUALITE INTERNATIONALE

INTERNATIONAL FEDERATION OF ACCOUNTANTS

Le Conseil international des normes d'audit de l'IFAC (IAASB) publie une mise à jour de son projet sur le rapport d'audit

L'«Auditor Reporting Implementation Working Group» (ARIWG), mis en place en 2014 par l'IAASB afin d'aider à la mise en application de ses normes sur le rapport d'audit, publie sous forme de Communiqué, une mise à jour de son projet sur le rapport d'audit. Ce Communiqué, qui présente l'état d'avancement de la Revue post -application (PIR) des normes de l'IAASB relatives au rapport d'audit, est une publication informative, sans valeur normative.

Pour en savoir plus cliquez ici

IFAC – Communiqué de presse – 3 février 2020

Le Conseil international des normes de comptabilité du secteur public de l'IFAC (IPSASB) complète ses recommandations sur la comptabilisation des dépenses publiques

En janvier 2019, l'IPSASB a publié la norme IPSAS 42, intitulée «Social Benefits», qui traitait des modalités de comptabilisation des avantages sociaux et qui visait à améliorer l'uniformité, la transparence et le reporting des régimes de prestations sociales des entités du secteur public, qui représentent une large fraction des dépenses publiques dans un grand nombre de pays.

L'IPSASB publie désormais, sous le titre «Collective and Individual Services (Amendments to IPSAS 19)», des amendements à la norme IPSAS 19, «Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels», afin de compléter IPSAS 42, en établissant des règles pour la comptabilisation des services collectifs (tels que la défense au niveau national ou l'éclairage des rues au niveau régional) et des services individuels (santé et éducation). Avec ces amendements, l'IPSASB dispose désormais d'une gamme complète de règles et de recommandations pour la comptabilisation des programmes les plus importants des pouvoirs publics et des dépenses gouvernementales qui impactent directement la vie des citoyens.

Pour en savoir plus cliquez ici

IFAC- Communiqué de presse – 31 janvier 2020

FORUM INTERNATIONAL DES REGULATEURS DE L'AUDIT (IFIAR)

L'IFIAR constate une diminution de 21% du nombre des rapports d'audit présentant des insuffisances

L'IFIAR, créé en 2006 par les régulateurs de dix-huit pays et réunissant 55 régulateurs, annonce les conclusions d'une enquête initiée en 2015 en vue d'apprécier la fréquence des résultats d'inspection en contravention avec l'objectif de qualité de l'audit fixé par le Global Audit Quality Working Group

(GAQ WG). En 2015, suite aux résultats des inspections précédentes révélant un niveau élevé de commentaires négatifs, le GAQ WG, en association avec les plus grands réseaux mondiaux de cabinets d'audit (réseaux GPPC), leur a fixé pour objectif de réduire d'au moins 25% sur une période de quatre années, le nombre des audits d'EIP cotées, inspectées par les membres du GAQ WG, qui présentent une ou plusieurs observations négatives.

Les conclusions de l'étude 2019 indiquent que les réseaux GPPC ont réussi à diminuer de 21 % sur quatre ans les audits donnant lieu à des observations. En dépit de ces progrès, l'IFIAR est déçu que la réduction fixée n'ait pas été atteinte et déplore par ailleurs qu'elle ne se retrouve pas dans tous les pays. L'IFIAR exhorte les réseaux GPPC à maintenir leurs efforts en vue d'améliorer la qualité de l'audit et à continuer d'identifier et de mettre en œuvre des initiatives en ce sens. Désormais, le GAQ WG et les réseaux GPPC sont convenus d'adopter une nouvelle métrique basée sur le même objectif d'une réduction de 25 % sur quatre années du nombre des sociétés EIP cotées présentant des audits déficients et prenant l'étude de 2019 comme base de référence, et fixant l'enquête 2023 comme référence d'évaluation finale. L'IFIAR publiera début 2020 un rapport complet sur l'enquête 2019.

Pour en savoir plus cliquez ici

IFIAR – Communiqué de presse – 30 janvier 2020

L'ACTUALITE EUROPEENNE

ACCOUNTANCY EUROPE

Nouvelle contribution d'Olivier Boutellis-Taft au blog sur le reporting non-financier

Olivier Boutellis-Taft met en ligne une contribution au blog concernant le reporting non-financier, dans laquelle il souligne le rôle crucial du reporting non-financier, atout majeur d'une économie verte.

Il évoque les différentes initiatives lancées par ACE et les avancées réalisées en matière de reporting ESG, qui favoriseront le passage à une économie durable. Il récapitule les différentes étapes de l'action d'ACE en vue d'un reporting d'entreprise uniforme et de qualité élevée.

Pour en savoir plus cliquez ici

ACE – Communiqué de presse – 6 février 2020

ACE publie sa Lettre d'information «Technologie»

ACE met en ligne sa lettre d'information sur la technologie, «Technology Update», qui récapitule les développements intervenus en matière de technologies, et notamment :

- le document, mis au point par ACE et le Groupe de contact européen, concernant l'expression d'une assurance indépendante sur le format électronique unique européen (ESEF) ;
- le programme de travail de la Commission européenne pour 2020 ;
- les trente recommandations sur la réglementation, l'innovation et la finance par le groupe d'experts sur les obstacles réglementaires à l'innovation financière ;
- le lancement par la Commission européenne d'une consultation sur un référentiel réglementaire pour les crypto-actifs ;
- la demande d'avis par la Commission européenne sur l'amélioration de la résilience des services financiers contre les cyberattaques ;

- l'annonce par le Forum économique mondial de la mise en place d'un consortium mondial pour la gouvernance de la monnaie numérique en vue d'encadrer et d d'accroître l'accès au système financier grâce à des solutions politiques innovantes, inclusives et interopérables.

Pour en savoir plus cliquez ici

ACE organise un événement autour de la mise en œuvre de l'ESEF

Depuis le 1er janvier 2020, la directive européenne sur la Transparence impose aux émetteurs cotés sur les marchés réglementés de l'Union européenne d'établir leurs rapports financiers annuels conformément au format électronique unique européen (ESEF). Cette avancée significative pour le reporting numérique offre de grandes opportunités pour la transparence du marché européen, mais l'efficacité de sa mise en œuvre pose des défis significatifs. ACE organise, le 10 mars 2020, une réunion des parties prenantes de premier plan en vue d'un débat animé sur les aspects réglementaires et les implications pratiques de la préparation des fichiers ESEF et de l'expression d'une assurance sur leur conformité.

Pour en savoir plus cliquez ici

ACE – Communiqué de presse – février 2020

AUTORITE EUROPEENNE DES MARCHES FINANCIERS (ESMA)

L'ESMA précise les conditions de gouvernance et les obligations des entités britanniques à la suite du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne

L'ESMA a mis en ligne une déclaration destinée à clarifier les questions relatives à sa gouvernance et aux obligations de déclaration des entités britanniques à partir du 1^{er} février 2020, dans le sillage du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne. Les termes de l'accord de retrait (Withdrawal agreement) stipulent notamment que les représentants du Royaume-Uni ne seront plus habilités à participer aux institutions, agences ou autres organes de l'Union européenne, ni à leurs structures de gouvernance (à quelques exceptions près). L'ESMA précise par ailleurs que le droit de l'Union européenne continuera de s'appliquer au Royaume-Uni, comme s'il était un État membre, pendant la période de transition du 1^{er} février 2020 au 31 décembre 2020

Pour en savoir plus <u>cliquez ici</u>

ESMA- Communiqué de presse – 31 janvier 2020

FEDERATION EUROPEENNE DES COMPTABLES ET AUDITEURS POUR LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (EFAA)

L'EFAA analyse les premières données collectées grâce à son outil d'évaluation de la compétence numérique

L'EFAA présente les premières données obtenues à partir de la mise en application de son outil d'évaluation de la compétence numérique, Digital Competency Maturity Model-DCMM, destiné à aider les petits et moyens cabinets comptables à évaluer et à améliorer leur compétence numérique. Depuis son lancement en septembre 2019, près de 600 petits et moyens cabinets l'ont mis en application.

Pour en savoir plus cliquez ici

EFAA - Communiqué de presse - 5 février 2020

EUROPEAN FINANCIAL REPORTING ADVISORY GROUP (EFRAG)

L'European Lab publie son rapport sur le reporting lié au climat

Le groupe de travail chargé du projet consacré au reporting lié au climat de l'European Corporate Reporting Lab @EFRAG, lance son rapport intitulé «How to improve climate-related reporting — A summary of good practices from Europe and beyond». Le projet visait à évaluer l'état actuel du reporting lié au climat par les entreprises européennes, en conformité avec le plan d'action de la Commission européenne en vue de financer une croissance durable. Le groupe de travail avait pour mission d'évaluer l'utilisation actuelle et potentielle des informations liées au climat par les investisseurs et les autres utilisateurs, en s'attachant à examiner les recommandations du Task Force on Climate-related Financial Disclosures (TCFD), ainsi que celles figurant dans les autres référentiels de reporting existants et les autres recommandations non obligatoires de l'Union européenne. Le projet a abordé deux domaines : une revue générale des informations liées au climat (Supplément 1), ainsi qu'une revue approfondie du reporting sur les analyses de scenarii (Supplément 2). Le document principal met en évidence les enseignements majeurs et le synopsis des conclusions sur la base du contenu des deux suppléments.

Pour en savoir plus cliquez ici

EFRAG – Communiqué de presse – 6 février 2020

L'EFRAG publie une revue des publications parues sur les actifs incorporels

En décembre 2018, l'EFRAG avait sollicité une revue de la littérature spécialisée existante concernant le reporting des actifs incorporels et choisi une équipe de l'Université de Ferrare pour l'effectuer. Il publie les résultats de cette revue dans le cadre de son projet de recherche visant une meilleure information sur les actifs incorporels.

La revue publiée s'appuie sur les publications parues depuis 2007 et comprend des documents apportant des éclairages sur les points suivants :

- les actifs incorporels considérés d'un point de vue macro-économique ;
- les incorporels non comptabilisés et leur impact sur la pertinence du reporting financier ;
- l'information sur les incorporels spécifiques non comptabilisés et son impact sur la performance de l'entreprise, la valeur de marché et les utilisateurs ;
- l'information sur le capital intellectuel et son incidence sur la performance de l'entreprise, la valeur de marché et les utilisateurs ;
- les cadres de référence et les modèles d'évaluation de reporting sur les incorporels et leur impact sur la performance de l'entreprise, la valeur de marché et les utilisateurs ;

Pour en savoir plus cliquez ici

L'EFRAG publie EFRAG Update daté de janvier 2020

L'EFRAG met en ligne le numéro de janvier 2020 d'EFRAG Update, qui présente une synthèse des discussions techniques et des décisions qui ont été adoptées au cours du mois écoulé, ainsi que des projets en cours ou envisagés.

Pour en savoir plus cliquez ici

EFRAG – Communiqué de presse - 5 février 2020

FEDERATION EUROPEENNE DES COMPTABLES ET AUDITEURS POUR LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (EFAA)

Congrès international 2020

L'EFAA annonce la tenue de son congrès international annuel en 2020, sur le thème «Future ready SMPS - Quality and relevance through digital maturity and new services», sous l'égide de la Fédération allemande des conseillers fiscaux, Deutscher Steuerberaterverband. Des informations complémentaires seront fournies courant février 2020.

Pour en savoir plus cliquez ici

EFAA – Communiqué de presse – Février 2020

ETUDES INTERNATIONALES

Une étude internationale pointe le manque de transparence des chaînes logistiques des entreprises dans le monde

Une étude pilotée par Harvard Business Review Analytic Services (HBRAS) met en lumière le manque de transparence des chaines logistiques des entreprises du monde entier. La majorité des dirigeants sociaux interrogés (60 %) estime qu'une visibilité médiocre sur leurs partenaires commerciaux constitue une source significative de risque ; 24% reconnaissent ne pas procéder à une évaluation effective des pratiques commerciales de leurs fournisseurs. Alors que la majorité des personnes interrogées dit souhaiter que ses responsables économiques et financiers observent une culture de transparence, ils citent les obstacles techniques, culturels et organisationnels entravant la concrétisation de cette transparence.

Pour en savoir plus cliquez ici

The Accountant – 4 février 2020

L'ACTUALITE PAR PAYS

ALLEMAGNE

INSTITUT DES WIRTSCHAFTSPRÜFER (IDW)

L'IdW publie un document sur les relations entre le conseil de surveillance, le comité d'audit et l'auditeur

Au cours des dernières années, suite à la mise en place du Règlement européen sur le contrôle légal, les responsabilités des conseils de surveillance, des comités d'audit et des auditeurs ont significativement évolué. De nombreuses innovations ont pris place concernant la supervision de l'auditeur et le suivi de l'impact des missions autres que d'audit. La publication de l'IdW, «IDW Positionspapier», aborde les différents aspects des transformations induites et illustre en particulier la coopération entre l'auditeur et le conseil de surveillance, s'agissant de la gouvernance d'entreprise.

Pour en savoir plus cliquez ici

IdW – Communiqué de presse -27 janvier 2020

BELGIQUE

INSTITUT DES REVISEURS D'ENTREPRISES (IRE)

L'IRE recueille des informations annuelles sur la profession

Depuis 2017, le Collège de supervision des réviseurs d'entreprises exige des professionnels belges qu'ils lui communiquent chaque année un ensemble d'informations sur l'organisation de leur cabinet, leurs missions de contrôle, ainsi que sur leurs honoraires d'audit et leurs autres honoraires. Outre l'utilisation de ces données comme base de calcul des cotisations et comme instrument d'évaluation du profil des candidats à la maitrise de stage, ces informations permettent à l'IRE de dégager une vue globale de l'évolution de la profession.

Pour en savoir plus cliquez ici

IRE – Communiqué de presse - 28 janvier 2020

ESPAGNE

INSTITUTO DE CENSORES JURADOS DE CUENTAS DE ESPAÑA (ICJCE)

L'ICJCE annonce le lancement de la quatrième édition de son cours en ligne sur les fondamentaux de l'audit

L'ICJCE poursuit son initiative de formation en ligne, intitulée «Fondamentaux de l'activité d'auditeur», à destination de jeunes professionnels sans expérience préalable en audit ou ayant une expérience inférieure à trois ans. La quatrième édition de cette formation qui s'inscrit dans le cadre de la Young Academy de l'ICJCE, se déroulera du 2 mars au 2 juillet et comptera 80 heures de cours. Le programme comporte les caractéristiques suivantes : 100% en ligne à partir d'un ordinateur ou d'une tablette, compatible avec une activité salariée, opérationnel sur un campus virtuel, sous le tutorat de l'Ecole d'audit, Escuela de Auditoría.

Pour en savoir plus cliquez ici

ICJCE – Communiqué de presse -3 février 2020

ROYAUME-UNI

FINANCIAL REPORTING COUNCIL

Le FRC dévoile son programme en vue d'une plus large supervision réglementaire

Le FRC consulte jusqu'au 28 février 2020 sur une restructuration majeure de ses fonctions de surveillance et de supervision en vue d'accélérer le rythme de ses investigations, au service de l'intérêt général. Afin de répondre aux obligations issues de la revue indépendante, le FRC va par ailleurs recruter une centaine de collaborateurs et rationaliser son processus décisionnel.

Pour en savoir plus cliquez ici

FRC – Communiqué de presse -5 février 2020

Le FRC déplore le manque de diversité ethnique dans les conseils d'administration

Selon les résultats d'une nouvelle recherche du FRC, 52% des 250 sociétés cotées au FTSE omettent de mentionner la diversité ethnique dans leur politique de diversité et la plupart d'entre elles ne fixe aucun objectif quant à l'inclusion dans leur conseil d'administration de personnes issues d'une minorité ethnique. Seuls 14% des 100 premières sociétés cotées fixent des objectifs chiffrés, ce

pourcentage tombant à 2 % pour les 250 premières sociétés. Enfin, même lorsque des objectifs sont fixés, aucune des sociétés parmi les 350 premières cotées au FTSE ne rend compte des progrès accomplis. La recherche a été effectuée par la Faculté de gestion de l'Université de Cranfield.

Pour en savoir plus cliquez ici

FRC – Communiqué de presse -5 février 2020

Le FRC publie une nouvelle version de son glossaire

Le FRC publie une version révisée de son glossaire des termes d'audit et de déontologie, afin d'inclure la définition de «Other Entity of Public Interest», «entité qui ne correspond pas à la définition d'une Entité d'intérêt public, mais qui revêt un intérêt public significatif pour les parties prenantes».

Pour en savoir plus cliquez ici

FRC – Communiqué de presse -30 janvier 2020

SUISSE

Publication de la troisième édition du Swiss Audit Monitor

ExpertSuisse annonce la publication de la troisième édition du Swiss Audit Monitor, qui présente une analyse détaillée des honoraires d'audit et des autres honoraires perçus par les cabinets d'audit au cours de l'exercice 2018, ainsi que les normes comptables appliquées par les entreprises figurant à l'indice boursier suisse, Swiss Performance Index (SPI). Le rapport signale notamment les évolutions du montant des honoraires observés et le volume du marché de l'audit au cours de la période 2013-2018 et rend compte des changements d'auditeurs intervenus et des nouvelles cotations en bourse enregistrées sur cette période.

Pour en savoir plus cliquez ici

Newsletter EXPERTsuisse – 31 janvier 2020

EVENEMENTS ET CONFERENCES

ACCOUNTANCY EUROPE (ACE)

Réunion sur la mise en œuvre de l'ESEF, le 10 mars 2020, à Bruxelles

Depuis le 1er janvier 2020, la directive européenne sur la Transparence impose aux émetteurs cotés sur les marchés réglementés de l'Union européenne d'établir leurs rapports financiers annuels conformément au format électronique unique européen (ESEF). Cette avancée significative pour le reporting numérique offre de grandes opportunités pour la transparence du marché européen, mais l'efficacité de sa mise en œuvre pose des défis significatifs. ACE compte réunir des parties prenantes de premier plan en vue d'un débat animé sur les aspects réglementaires et les implications pratiques, de la préparation des fichiers ESEF à l'expression d'une assurance sur leur conformité.

Pour en savoir plus cliquez ici

Accountancy Europe - Communiqué de presse – Février 2020